

Bruxelles confirme que la zone euro possède une politique économique : l'austérité

12/05/2016,

15:42

Le 2 février, devant le parlement européen, [Jean-Claude Juncker affirmait que la Commission européenne ne « conduirait pas des politiques stupides d'austérité. »](#) Mais, trois mois plus tard, il est bien difficile de croire à une telle promesse. On l'a vu avec la Grèce. Lundi, [l'Eurogroupe a demandé officiellement la mise en place d'un mécanisme d'austérité « automatique »](#) pour atteindre l'objectif très ambitieux d'un excédent primaire de 3,5 % du PIB en 2018, le tout étant accompagné d'une nouvelle série de mesures de réductions de dépenses et de hausse d'impôt pour un montant global de 5,5 % du PIB hellénique.

Ce que Bruxelles compte faire

Mais les autorités européennes ne s'en tiennent pas à la seule Grèce. Selon les informations publiées sur les sites bruxellois [Euractiv](#) et [Politico](#) et dans le quotidien allemand [Süddeutsche Zeitung](#), l'Espagne et le Portugal devraient faire face à de nouvelles exigences de Bruxelles sur le plan budgétaire. Le collège des commissaires mardi 10 mai se serait mis d'accord sur ce principe. Les budgets espagnols et portugais avaient été validés avec des réserves lors du semestre européen et la Commission estime désormais que les deux pays n'ont pas fait suffisamment d'efforts pour réduire leur déficit et le ramener dans les clous du « pacte de croissance et de stabilité » qui prévoit un déficit public inférieur à 3 % du PIB.

En théorie, Bruxelles pourrait proposer d'infliger aux deux pays des sanctions pécuniaires allant jusqu'à 0,2 % du PIB. Mais elle pourrait aussi décider de nouvelles mesures de correction, en donnant « une dernière chance » aux États concernés. Apparemment, la Commission n'a pas encore décidé de la voie à suivre. Mais une chose est certaine : selon les nouvelles règles européennes, le Conseil européen doit, pour « casser » la décision de la Commission disposer d'une majorité qualifiée deux deux tiers, ce qui donne beaucoup de poids à Bruxelles.

Le cas portugais

Le cas des deux pays est un peu différent. Au Portugal, le nouveau gouvernement socialiste soutenu par la gauche radicale arrivé au pouvoir en novembre avait proposé un budget revenant sur un certain nombre de mesures d'austérité, mais en théorie dans les clous des 3 %. En février, la Commission avait contesté ce budget en doutant des prévisions de croissance de l'économie portugaise [puis, moyennant des mesures supplémentaires d'austérité, l'avait validé temporairement](#). Elle reprendrait aujourd'hui cette validation, considérant sans doute que l'application de l'austérité n'est pas suffisante.

Le cas espagnol

En Espagne, le gouvernement de Mariano Rajoy a accusé en 2015 un déficit budgétaire nettement supérieur aux attentes, 5,1 % du PIB contre 4,2 %. Le budget de 2016 qui prévoyait un retour à 2,8 % du PIB du déficit a, là aussi, été mis en doute par la Commission sur les prévisions de croissance, devient donc largement caduc. L'Espagne connaît un vide gouvernemental depuis les élections du 20 décembre et revotera le 26 juin. Il est donc difficile pour le gouvernement Rajoy de procéder à un collectif budgétaire. Pour le moment, les autorités espagnoles estiment pouvoir suivre la trajectoire budgétaire tracée, mais les [Communautés autonomes \(régions\) contestent les réductions de dépenses qui leur sont imposées](#). Bruxelles estime, là aussi, que l'Espagne, n'en fait pas assez.

Renforcer la position de la Commission

Avec ces interventions inédites, la Commission a évidemment un but : montrer au parlement et au Conseil européen qu'elle ne fait pas preuve de « laxisme » dans sa surveillance budgétaire. C'est pour l'équipe de Jean-Claude Juncker un élément essentiel, car de nombreuses discussions sont en cours pour établir une nouvelle réforme de la zone euro et se doter notamment d'un « ministre des Finances de la zone euro » qui, [comme l'avait proposé le ministre allemand Wolfgang Schäuble cet été](#), pourrait être chargé de la surveillance budgétaire des Etats membres à la place de la Commission. Bruxelles montre donc les muscles pour prouver qu'elle n'est pas laxiste et qu'on peut lui faire confiance pour faire rentrer les « mauvais élèves » dans les clous.

Une mauvaise lecture de la crise de la zone euro

Avec cette décision, qui va donc au-devant des désirs de certains Etats membres, la Commission confirme que, pour elle, la crise de la zone euro n'est que le fruit de « dérapages budgétaires » pour éviter sa répétition, il suffit de resserrer la surveillance et de sanctionner les récalcitrants. Chacun aura un budget bien géré et il n'y aura plus de crise. Ce schéma est abondamment défendu dans la presse allemande, [notamment la Süddeutsche Zeitung](#). Or, il s'agit largement d'une réécriture de l'histoire. La crise de la zone euro est une seconde phase de la crise financière de 2008. Plusieurs économistes ont souligné que c'était l'endettement privé et le transfert de cet endettement vers le public qui était à l'origine de la crise. L'Espagne dégagait avant la crise des excédents budgétaires. [D'autres ont aussi montré que les déficits publics étaient le fruit déséquilibres structurels au sein de la zone euro](#), les excédents des uns étant les déficits des autres, et de la politique agressive de réduction du coût du travail en Allemagne. Bref, un pacte de stabilité qui serait strictement appliqué ne serait nullement le gage de la prospérité et de la stabilité de la zone euro.

Une mauvaise réponse à la situation actuelle

La démarche est d'autant plus contestable qu'elle intervient dans un contexte délicat : la Commission vient de revoir à la baisse les prévisions de croissance des deux pays. Or, répondre à cet affaiblissement conjoncturel par de l'austérité est-elle en mesure d'inverser la tendance ? C'est évidemment le contraire qui risque de se produire. En menant des politiques déflationnistes, la Commission risque gros alors que la BCE ne parvient pas, malgré une politique de plus en plus agressive à redresser les perspectives d'inflation dans ces deux pays. Au Portugal, l'inflation est certes de positive en mars sur un an, mais elle est faible (0,5 %). En Espagne, les prix ont reculé sur un an de 0,7 % en mars. Sans vraies perspectives d'inflation, il sera difficile pour les États de se désendetter et les investissements resteront faibles. Pour désendetter un État, l'inflation est une méthode beaucoup plus efficace que la réduction rapide des déficits. Or, une réduction rapide des déficits ne peut que peser sur l'inflation en pesant sur la demande.

Risques élevés

Rappelons qu'en Espagne, l'ampleur de l'ajustement demandé est considérable, il est inédit depuis 2012. C'est donc bel et bien à une nouvelle cure d'austérité que l'on veut soumettre un pays qui se remet à peine de la crise (le PIB par habitant n'a pas retrouvé son niveau d'avant-crise), qui est menacé par la déflation et l'instabilité politique et qui reste soumis à un taux de chômage considérable. Au Portugal, le risque est encore plus élevé : une sanction du budget par la Commission [pourrait conduire à une dégradation du pays par l'agence canadienne DBRS](#). Or, cette agence est la seule à conserver une notation « investissement » au Portugal. Si DBRS relègue le pays au rang d'obligation « pourrie », alors la BCE cessera de racheter des titres portugais. Les taux du pays s'envoleront et le Portugal devra accepter les conditions de la BCE pour bénéficier d'une dérogation. La Commission prend donc le risque de déclencher une attaque des marchés contre le Portugal.

La politique économique de la zone euro existe

Au final, la Commission prouve qu'il existe bien une politique économique dans la zone euro et que cette politique est l'austérité. Quel que soit le risque, Bruxelles continue à répondre par l'austérité aux défis auxquels la zone euro doit faire face. Pire même, la Commission fait en sorte que les pouvoirs politiques « rentrent dans

le rang. » Car c'est bien de cela dont il s'agit : enfermer le futur gouvernement espagnol dans la réduction obligatoire des déficits (et, au passage, exclure toute coalition avec ceux qui refuserait cette réduction, ce qui conduit à interdire toute alliance à gauche) et faire chuter l'actuel gouvernement portugais sur l'exclusion du « QE » de la BCE, alors même que, désormais, le président de la République conservateur peut à nouveau dissoudre le parlement.

Sous couvert d'une application des « règles », qui se fait en réalité au cas par cas, la Commission vise bel et bien des objectifs politiques. Et confirme que l'austérité demeure la ligne politique officielle de la zone euro, alors que la politique budgétaire redevenait au niveau de la zone euro neutre pour la croissance. Ceci est logique compte tenu de l'architecture institutionnelle mise en place de 2011 à 2013 pour renforcer la surveillance budgétaire. Si, dans les mois qui viennent, le contexte international se détériore à nouveau avec la hausse des taux étasuniens et un essoufflement chinois qui se confirme et si les gains de pouvoir d'achat des ménages dus à la baisse du prix de l'énergie se réduisent ou disparaissent, Bruxelles pourrait avoir commis une de ses plus grandes erreurs politique en ce printemps 2016. La Commission confirme en tout cas n'avoir rien retenu de ses erreurs passées.